

20260514 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/71384/france--lenquete-visant-le-patron-de-frontex-pour-complicite-de-crimes-contre-lhumanite-officiellement-ouverte>

Actualités



Fabrice Leggeri a été le patron de Frontex de 2015 à 2022. Crédit : Reuters

France : l'enquête visant l'ex-patron de Frontex pour complicité de crimes contre l'humanité officiellement ouverte

En France, les investigations concernant l'ancien patron de l'agence européenne de surveillance des frontières sont officiellement lancées. Le Français et actuel député européen du Rassemblement national, Fabrice Leggeri, est soupçonné de complicité de crimes contre l'humanité. Des associations l'accusent d'avoir mené une "chasse aux migrants" dans le cadre des ses anciennes fonctions.

Les investigations ont débuté. L'enquête visant l'ancien patron de Frontex, l'agence de l'Union européenne chargée du contrôle des frontières, est officiellement ouverte en France, a appris mercredi 13 mai l'AFP de sources proches du dossier. Fabrice Leggeri, qui a dirigé Frontex de janvier 2015 à avril 2022, est soupçonné de complicité de crimes contre l'humanité.

En 2024, [une plainte avait été déposée](#) par la Ligue des droits de l'homme (LDH) et Utopia 56. Les deux associations accusent Fabrice Leggeri, aujourd'hui député européen pour le Rassemblement national (RN), d'avoir "encouragé" ses agents à faciliter les interceptions d'embarcations de migrants par les autorités libyennes et grecques. Elles lui reprochent également d'avoir "fait le choix d'une politique visant à faire obstacle, quel qu'en soit le prix - en vies humaines notamment - à l'entrée des personnes migrantes au sein de l'UE", affirmaient-elles dans [un communiqué en avril 2024](#).

Plus largement, la LDH et Utopia 56 l'accusent de complicité de crimes contre l'humanité et de torture pour avoir mené, selon les termes de leur avocat, Me Emmanuel Daoud, une "chasse aux migrants" dans le cadre de ses anciennes fonctions.

En réaction à ce dépôt de plainte, Fabrice Leggeri avait dénoncé "des allégations incorrectes" relevant de "manœuvres politiciennes".

Mais à l'époque, la plainte avait alors été considérée irrecevable par le Parquet national antiterroriste (Pnat), compétent en matière de crimes contre l'humanité, puis par un juge d'instruction.

Deux ans plus tard, en mars 2026, [la chambre de l'instruction a toutefois estimé](#) qu'il y avait "lieu à informer sur les faits tels qu'ils résultent de la plainte avec constitution de partie civile de la LDH", avait précisé à l'AFP une source judiciaire.

A lire aussi

[La France va enquêter sur l'ancien patron de Frontex pour complicité de crimes contre l'humanité](#)

Le lancement des investigations est "mécanique", "puisque la chambre de l'instruction" de la cour d'appel de Paris "l'a ordonné" en mars, a réagi auprès de l'AFP la défense de Fabrice Leggeri. "Nous avons appris la décision de la cour d'appel par la presse et attendons de voir ce que donnera l'information judiciaire avant de nous exprimer", a-t-elle ajouté.

L'ouverture de l'enquête ce mois de mai "va permettre d'investiguer complètement sur la complicité, ou pas, de Frontex et de son directeur de l'époque, avec les crimes commis par les garde-côtes grecs et libyens", a, de son côté, réagi mercredi Me Emmanuel Daoud, l'avocat de la LDH. Ce dernier rappelle également que "plusieurs milliers de personnes" ont été refoulées en Libye, les exposant à des "viols et des tortures".

Député européen du Rassemblement national

Fabrice Leggeri [avait démissionné en avril 2022 de l'agence](#) européenne après l'ouverture d'une [enquête disciplinaire de l'Office européen de lutte antifraude](#), Olaf. Le haut fonctionnaire était visé par un rapport non public de cet organisme qui, selon [des informations de la presse](#), lui reprochait de "ne pas avoir respecté les procédures, de s'être démontré déloyal vis-à-vis de l'Union européenne", et d'être responsable d'un "mauvais management personnel".

Bien que l'enquête de l'Olaf n'ait pas été rendue publique, le résumé "révèle que la direction de Frontex était au courant des violations des droits de l'Homme et qu'elle a délibérément évité de les signaler", avait déclaré, en mars 2022, Erik Marquardt, législateur allemand appartenant au parti des Verts.

En réaction à l'enquête de l'Olaf, Frontex avait qualifié, en 2022, ces actes répréhensibles de "pratiques du passé" et assurait avoir pris, depuis, des "mesures correctives".

A lire aussi

["Le développement logique de sa carrière" : l'ancien patron de Frontex rallie l'extrême droite pour les européennes](#)

En 2024, Fabrice Leggeri a rejoint le parti français d'extrême droite Rassemblement national, comme numéro trois de sa liste pour les élections européennes. Un ralliement au RN qui n'avait pas surpris les spécialistes des questions migratoires. "C'est le développement logique de sa carrière", [avait réagi auprès d'InfoMigrants le chercheur François Gemenne](#), expert des migrations, en février 2024. "Il a transformé Frontex en une sorte d'agence de cow-boys. En réalité, il appliquait déjà [au sein de l'agence] la politique que le RN recommande en matière de migration".

Accusations de refoulements illégaux en Libye et en Grèce

À la tête de Frontex, le désormais député européen était régulièrement pointé du doigt pour avoir toléré des refoulements illégaux de migrants, et s'est imposé comme un défenseur de l'imperméabilité des frontières européennes.

Une [enquête](#) publiée en 2022 par le quotidien Le Monde et le collectif Lighthouse Reports avait démontré qu'entre mars 2020 et septembre 2021, l'agence européenne avait répertorié des renvois illégaux de migrants parvenus dans les eaux grecques, comme de simples "opérations de prévention au départ, menées dans les eaux turques". À l'instar de celle du Monde, toutes les investigations menées par des médias ont démontré "que les responsables de Frontex [étaient] conscients des pratiques illégales des gardes-frontières grecs et [étaient] en partie impliqués dans les refoulements eux-mêmes", [écrivait le journal allemand Der Spiegel dans un article](#) mis en ligne en octobre 2020.

InfoMigrants reçoit depuis plusieurs années des témoignages d'exilés victimes de "pushbacks" par les gardes-frontières grecs. À l'été 2021, [une Congolaise avait expliqué comment les garde-côtes avaient refoulé son embarcation en mer](#), mettant les passagers en danger. "Ils nous ont menacé avec leur armes (...) Ils ont tourné autour de nous, ce qui a fait de grandes vagues et du courant", avait-elle rapporté. Au mois de mai 2021, Samuel, un autre migrant d'Afrique subsaharienne, [avait aussi raconté comment son embarcation avait été refoulée](#) vers les côtes turques.



Les garde-côtes libyens tirent à balles réelles en direction d'un bateau de migrants, le 30 juin 2021. Crédit : Sea Watch

Sous le mandat de Fabrice Leggeri, Frontex était aussi dans la tourmente en Méditerranée. Selon plusieurs ONG et collectifs, [l'agence a progressivement remplacé ses moyens maritimes par des avions de reconnaissance en Méditerranée pour renvoyer des migrants en Libye](#) - où ils sont victimes de violences, de torture, d'extorsion ou encore de viols. Pour ce faire, l'agence n'alertait que les garde-côtes libyens lorsqu'elle repérait une embarcation en détresse, plutôt que les garde-côtes italiens ou maltais, et omettait d'avertir les navires humanitaires ou commerciaux présents sur zone et potentiellement plus proches de l'embarcation en détresse.

Les garde-côtes libyens sont aussi régulièrement épinglés par les ONG pour des interceptions de migrants souvent émaillées de violences, lors desquelles les Libyens sont parfois accusés de faire usage d'armes à feu. Certaines de leurs interventions aboutissent d'ailleurs à des drames. [En 2024, un migrant s'est par exemple noyé](#) après l'intervention des garde-côtes libyens, qui étaient armés et qui ont ouvert le feu lors d'une intervention de sauvetage par un bateau humanitaire. Dans la panique, plusieurs migrants se sont jetés à l'eau et l'un d'eux a perdu la vie.

Depuis 2014, près de 35 000 migrants sont morts ou portés disparus dans l'ensemble de la Méditerranée, la route migratoire la plus meurtrière au monde, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM).